

Arguments pour la lutte sociale n° 43 du 5 mai 2016

Où en sommes-nous ?

Le moment présent.

Les forces profondes qui couvaient (pendant qu'une majorité de secteurs militants de gauche se vautrait dans la désespérance voire le plaisir douteux de trouver les prolos réacs) ont débordé depuis deux mois. Elles ont modifié la situation.

Nous avons eu une puissante poussée vers la grève générale et l'affrontement central, cela avec un gouvernement « de gauche » et à un an d'élections présidentielles, et quelques mois après des crimes islamistes de masse ayant servi de prétexte à une offensive sans précédent contre les libertés publiques.

Mais cette poussée n'a pas abouti à ce jour, se heurtant à des obstacles qu'il faut désigner clairement. Le soutien apporté à la loi El Khomri par la CFTD, l'UNSA, la CFTC et la CGC ; la pression exercée par les crimes islamistes de masse cette fois-ci à Bruxelles ; la confusion engendrée par les feintes attaques de Gattaz envers le gouvernement : tous ces facteurs n'ont pas empêché un mouvement majoritaire de monter dans la jeunesse et le monde du travail et, courant mars, de commencer à se joindre aux grèves dans les petites et moyennes entreprises.

Ce qui verrouille pour l'heure la situation, c'est le refus des directions des organisations, conduites à se prononcer dans l'unité avec le salariat pour le retrait de ce projet de loi, avant tout les directions de la CGT et de la CGT-FO, d'appeler à une action centrale, du type grève générale, ou grève totale et brève et manifestation nationale.

Le congrès de la CGT en a été l'expression. Soumis à la pression des médias particulièrement haineux car ils avaient peur d'un appel clair du congrès confédéral qui aurait eu la capacité d'ouvrir toutes les vannes et d'assurer la victoire, ce congrès n'a pas abouti à un tel appel car l'appareil dirigeant n'en voulait pas, bien qu'il fut fortement cahoté et que jamais depuis des décennies autant de débats, autant de votes contre et abstentions, et autant de conflits de procédures, n'avaient marqué un congrès CGT.

Dans la situation d'attente ainsi créée, les « Nuits debout », initialement marquées par la recherche, justement, d'une issue à partir du mouvement social lui-même, se sont à leur tour éparpillées en étalant parfois bien des faiblesses, observées à la loupe par les même médias.

Gagner.

A présent, mardi 3 mai, le débat à l'Assemblée nationale a démarré, avec d'ailleurs, malgré cette absence voulue de centralisation du mouvement imposée par des directions syndicales qui ont peur de gagner, une manifestation devant l'Assemblée nationale où étaient présents les dirigeants CGT, FO, FSU et Solidaires.

Pouvons-nous encore arracher le retrait de ce projet de loi qui n'est ni amendable ni négociable ?

Oui, nous le pouvons. Mais une démonstration politique a été faite et les leçons doivent en être tirées.

Les directions syndicales confédérales ont peur de gagner parce que cela ouvrirait la crise finale du régime, et pousserait le pays vers un processus révolutionnaire et constituant. Si elles appelaient ne serait-ce qu'à deux jours de grève avec montée sur Paris, au lieu d'épuiser, sans y arriver, les forces en mouvement dans une infinité d'actions et de journées, nous gagnerions.

Les députés élus contre la politique de Sarkozy et du MEDEF, très au delà, donc, des seuls « frondeurs », peuvent encore voter contre et ceci y compris en cas de 49-3 et donc renverser le gouvernement.

S'ils sont conduits à l'envisager, eux qui dans l'ensemble ne se sont pas sérieusement opposés à la politique de Hollande et Valls jusqu'à présent malgré le titre de « frondeurs », c'est en raison du mouvement qui s'est déclenché dans le pays.

La question des amendements.

Peuvent-ils vider la loi de son contenu par des amendements qui, en particulier, éliminent l'inversion de la hiérarchie des normes en droit du travail ?

Le journal *Les Echos* avait prétendu, le 3 mai, que FO négociait ceci avec des députés en renonçant au retrait, mais J.C. Mailly a réaffirmé le mot d'ordre de retrait devant l'Assemblée le même jour. En exigeant le retrait, on peut imposer bien sûr des reculs partiels, mais il faut, même pour cela, camper sur cette exigence. C'est d'ailleurs là le BA-ba du syndicalisme.

Le seul acquis réel : la confiance et l'union des travailleurs ont progressé.

Monsieur Gattaz et les partis de droite ne sont pas contents, au delà de toute feinte, parce qu'ils ne croient plus ce gouvernement capable d'imposer l'application pleine et entière de la destruction du code du travail.

Ils ont, de leur point de vue, raison : des secteurs de la jeunesse nouvellement entrés dans la lutte, et de larges secteurs de la classe ouvrière, très au delà des militants syndicaux qui eux aussi ont repris espoir, ont retrouvé confiance en leur force.

C'est là pour l'instant le seul acquis réel des semaines qui viennent de s'écouler. L'affrontement va donc continuer. Les fédérations des transporteurs routiers FO et CGT envisagent d'ailleurs la grève illimitée contre la loi El Khomri.

Centralisation de la lutte, défense des libertés publiques, renversement du gouvernement.

Et il va donc se politiser. Trois questions s'imposent.

Premièrement, celle, encore et toujours, de la centralisation de la lutte - bien plus que la « convergences des luttes », la centralisation de la lutte.

Pourquoi les directions syndicales confédérales ont-elles peur de gagner et surtout, comment surmonter cet obstacle ? On ne le surmontera pas tant en multipliant les actions locales « dures », ce qui peut même s'avérer piégeux, qu'en organisant le réseaux des militants décidés à imposer la centralisation, et à poser publiquement ces questions, dans nos syndicats et au delà. Il faut une organisation politique (au vrai sens du terme), associant militants issus de diverses tendances.

Deuxièmement, la question des libertés publiques est frontalement posée, plus encore qu'au lendemain des crimes fascistes de Daesh le 13 novembre.

Monsieur Cazeneuve n'a pas eu un mot pour les oeils crevés et les centaines de manifestants blessés, dont les chiffres ne sont pas publiés, et refuse de répondre aux interpellations qui viennent tout de même de la Ligue des Droits de l'Homme ou de l'Action des Chrétiens Contre la Torture, à propos des tactiques policières de recherche délibérée des incidents et provocations. Pire, il s'est engagé dans la dénonciation policière du syndical Infocom ' CGT et de la CGT en général.

Monsieur Cazeneuve, qui fut l'homme de la révision constitutionnelle avortée avec la discrimination des binationaux, fort discret jusque là, est très présent depuis les affrontements de rue du 28 avril. Il a provoqué les affrontements de rue et l'agression de la manifestation du 1^o mai à Paris, fait sans précédent.

Un secteur de ce gouvernement à la dérive et de l'appareil d'État (avec les clubs d'officiers que sont les officines telles que Alliance, Synergie, etc.) est tenté par la « stratégie de la tension ». La défense des libertés exige qu'on les défasse.

Troisièmement, la défense du code du travail, des droits ouvriers et de l'avenir de la jeunesse, conjointe avec la défense des libertés publiques contre l'état d'urgence et M. Cazeneuve, conduisent à une seule et même conclusion : non seulement ce gouvernement doit céder mais il faut le défaire, présidentielles ou pas présidentielles, que cela passe par la rue ou par le rejet d'un 49-3, ou par la combinaison des deux. Ce serait l'issue la plus positive.

A propos des présidentielles.

C'est d'ailleurs là la raison pour laquelle nous sommes réservés, dans ce bulletin, quand au fait de se lancer pleinement dans des débats sur les candidatures aux présidentielles, Mélenchon ou pas, primaires ou pas, etc. La classe salariale n'est pas dans les présidentielles, mais dans l'affrontement social avec le gouvernement, le MEDEF, le président, et le régime de la V^o République. **Toute tentative de la focaliser sur les présidentielles dans un an sert ce régime.**

Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas en parler, mais il faut le faire **en inversant l'ordre des priorités** : c'est l'organisation directe sur le terrain politique de l'affrontement social qui prime, et s'il conduit à envisager une démarche électorale, c'est celle de candidats aux législatives combattant pour la fin de ce régime et une assemblée constituante et, seulement à partir de là, l'éventualité de la désignation ou

du soutien à tel ou tel candidat aux présidentielles, sur la base des besoins de la lutte des classes et non pas des candidatures déjà tombées ou en voie de tomber du ciel.

Maintenant.

Nous y reviendrons. Ici et maintenant, la question qui prime, c'est le retrait de la loi El Khomri, la lutte pour une action centralisée contraignant les députés, élus contre ce qu'elle contient, à voter contre et à renverser le gouvernement s'il le faut, et il le faut.

Complément du 5 mai.

Alors que la majorité à l'Assemblée nationale n'est toujours pas assurée pour le vote de la loi El Khomri, les directions syndicales nationales CGT et FO suivies par la FSU et Solidaires poursuivent dans les journées saute-mouton successives, la prochaine étant, semble-t-il, le 12 mai, une circulaire confédérale CGT ayant déjà prévu la suite pour le 17 mai, et ainsi de suite.

Mais deux éléments sont à signaler.

La Fédération FO des Transports puis la Fédération CGT annoncent l'une et l'autre qu'elles appellent à la grève reconductible contre la loi El Khomri dans les transports routiers à partir du lundi 16 mai au soir.

D'autre part, l'organisation policière « Alliance » a lancé un rassemblement pour « l'honneur de la police » ... place de la République le 18 mai. « Alliance » n'est pas un syndicat. Depuis les années 1990 et avec l'aide active des ministres de droite, cette organisation a peu à peu affaibli, dans la police, les organisations de type « républicain » (structurées par des francs-maçons) issues de l'ancienne FASP, dont sont issues les actuels syndicats UNSA-Police et FGP-FO-Police. « Alliance » avec sa branche « Synergie Officiers », c'est cette officine qui avait dénoncé en 2013 le « scandale » de la (maigre) protection policière accordée à Charlie Hebdo. Aujourd'hui, ils attaquent la CGT, Nuit debout et la Ligue des Droits de l'Homme accusée de défendre les « *milices anarchistes* » (sic). « Alliance » avec plus de 40% des voix aux élections professionnelles est devenue la première organisation dans la police, parallèlement à la montée massive du vote FN dans cette corporation. FO et l'UNSA ont suivi son appel bien qu'« Alliance » dénonce violemment la « duplicité » de FO.

Aucun doute n'est possible : ce sera une manifestation menaçante, non pour la protection des fonctionnaires de police victimes de surmenage et d'ordres contradictoires causés par l'état d'urgence et la loi El Khomri, mais pour la population et les libertés publiques. Bien que M. Cazeneuve se fasse la caisse de résonance de ces secteurs de l'appareil d'État, ils estiment que ce gouvernement a échoué à détruite les libertés publiques, comme M. Gattaz estime qu'il ne sera pas capable d'appliquer la loi El Khomri si elle était votée. Les uns comme les autres veulent en finir avec les grèves et avec la jeunesse. Ils voudraient faire rentrer dans son lit le fleuve qui s'est levé depuis le 9 mars.

Ils n'y arriveront pas. Mais leur détermination doit rencontrer la notre. La méthode, ce sont à ce jour les Fédérations des Transports qui la montrent.

Aider à faire connaître notre bulletin : <https://aplutsoc.wordpress.com/>